

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 01/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Total Energies Proxi Nord Est (site de Golbey)**

138 rue André Bisiaux – Plateau de la Haye  
54320 Maxéville

Références : S-26-544RP

Code AIOT : 0006202272

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2026 dans l'établissement Total Energies Proxi Nord Est Golbey implanté 22 ALLEE DES MARRONNIERS 88190 GOLBEY. L'inspection a été annoncée le 27/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action nationale dont l'objectif est de vérifier que l'exploitant met en œuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir les risques de survenue d'une atmosphère explosive, en particulier :

- la bonne identification des zones concernées,
- la bonne mise en place des procédures, notamment vis-à-vis des consignes de sécurité, des travaux autorisés dans ces zones,
- la conformité des matériels installés dans ces zones.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Total Energies Proxi Nord Est Golbey
- 22 ALLEE DES MARRONNIERS 88190 Golbey
- Code AIOT : 0006202272
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation de stockage et de distribution de produits pétroliers.

Il est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4734 (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement)

Le référentiel réglementaire de cette visite est l'arrêté ministériel du 22/12/2008 notamment les points 2.4 et 4.3.2 de son annexe I.

### **Thème de l'inspection :**

- ATEX

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Ventilation	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.4 de l'annexe1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Non conformité suite contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.2 de l'annexe 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon l'exploitant l'installation ne serait pas concernée par des zones ATEX, néanmoins il devra en apporter les éléments justificatifs.

Concernant la non-conformité-majeure relevée par l'organisme de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection un justificatif permettant de lever cette non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Non conformité suite contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Dispositions applicables aux stockages aériens en réservoir »</b> « A. » Les stockages « en réservoir » aériens de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes

<p>circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. « Ce justificatif est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. »</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévue à l'alinéa précédent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de l'organisme en date du 9 octobre 2024 faisait état d'une non-conformité majeure. L'exploitant ne justifiait pas de la conformité du poteau incendie situé à proximité du site, notamment son débit.</p> <p>Par courriel du 28 avril 2026, l'exploitant a apporté un justificatif prouvant la conformité du poteau, il s'agit du dernier contrôle effectué par le service technique de la Ville de Golbey en date du 10 février 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Ventilation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.4 de l'annexe 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone ATEX</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, au vu du seul stockage de fuel en milieu extérieur, l'installation ne serait pas concernée par le risque de formation d'ATEX, (ATmosphère EXplosive).</p> <p>Cependant l'exploitant devra justifier à l'inspection que l'installation n'est pas concernée par le risque ATEX, ou à défaut déterminer, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous deux mois l'exploitant devra justifier à l'inspection que l'installation n'est pas concernée par le risque ATEX, ou à défaut déterminer, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>